Centre d'actualités de l'ONU
Mises à jour et alertes email sur le Centre d'actualités:
www.un.org/french/news

ONU: l'édition du jour

Numéro PPQ/6920 **lundi 8 septembre 2014**

Les grands titres:

- Des milliers de nouveaux cas d'Ebola au Libéria dans les trois prochaines semaines - OMS
- L'Iraq et la Syrie sont les priorités du nouveau chef des droits de l'homme de l'ONU
- L'ONU rappelle que les enfants sont les principales victimes des conflits
- L'alphabétisation est un accélérateur de développement durable – UNESCO
- Ukraine : une paix durable n'est possible que si l'intégrité territoriale est respectée - ONU
- Le Conseil de sécurité affirme sa détermination à vaincre l'Etat islamique
- Mali : le Conseil de sécurité salue la libération de deux otages algériens
- L'Envoyé pour la Syrie en visite mardi à Damas pour des consultations

Des milliers de nouveaux cas d'Ebola au Libéria dans les trois prochaines semaines - OMS

8 septembre - L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a prévenu lundi qu'il fallait s'attendre à des milliers de nouveaux cas d'Ebola au Libéria dans les trois prochaines semaines et a appelé la communauté internationale à accroître fortement ses efforts de lutte contre l'épidémie en Afrique de l'Ouest.

Avec la Guinée et la Sierra Leone, le Libéria est le pays le plus touché par l'épidémie. Le Nigéria et le Sénégal ont signalé un nombre beaucoup plus limité de cas.

Au 8 septembre, le Libéria comptait ainsi près de 2.000 cas d'Ebola et plus d'un millier de décès. Le taux de mortalité des personnes infectées est de 58%, soit l'un des plus élevés, a indiqué l'OMS.

Au cours des semaines passées, une équipe d'experts de l'OMS a travaillé avec le gouvernement du Libéria pour évaluer la situation dans ce pays.

« Tous ont convenu que les exigences de l'épidémie d'Ebola ont complètement dépassé la capacité du gouvernement et des partenaires à y répondre. Quatorze des 15 comtés du Libéria ont maintenant signalé des cas qui ont été confirmés », a souligné l'OMS dans un communiqué de presse.

Quelques 152 agents de santé ont été infectés et 79 sont décédés. Lorsque l'épidémie a commencé, le Libéria avait seulement 1 médecin pour traiter près de 100.000 personnes sur une population totale de 4,4 millions de personnes. Chaque infection ou décès d'un médecin ou d'une infirmière réduit considérablement la capacité de réponse.

« Le Libéria, avec les autres pays durement touchés, à savoir la Guinée et la Sierra Leone, connaît un phénomène jamais vu jusque-là lors d'une épidémie d'Ebola. Dès qu'un nouveau centre de traitement d'Ebola est ouvert, il est immédiatement rempli par des patients, indiquant qu'il y a un grand nombre de cas auparavant invisibles », a dit l'OMS.

A la suite de son évaluation au Libéria, l'OMS déclare constater que « les méthodes traditionnelles de contrôle d'Ebola n'ont pas l'effet voulu au Libéria, même si elles semblent marcher ailleurs dans des zones de transmission limitée, notamment au Nigéria, au Sénégal et en République démocratique du Congo. »

L'agence onusienne note également qu'une plus grande implication communautaire est la clé d'une intervention efficace. « Là où les communautés ont des responsabilités, notamment dans les zones rurales, et mettent en place leurs propres solutions et mesures protectrices, la transmission d'Ebola a considérablement ralenti », a indiqué l'OMS.

L'OMS estime également que les acteurs impliqués dans la lutte contre l'épidémie en Afrique de l'Ouest « doivent se préparer à multiplier par trois ou quatre leurs efforts actuels. »

« Comme la Directrice générale de l'OMS, le Dr Margaret Chan, l'a dit aux agences et aux responsables la semaine dernière à New York et à Washington, les partenaires de développement doivent se préparer à une 'augmentation exponentielle' de cas d'Ebola dans les pays connaissant actuellement une transmission intense du virus. Des milliers de nouveaux cas sont attendus au Libéria au cours des trois prochaines semaines », a ajouté l'OMS.

Pour sa part, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a eu des entretiens téléphoniques lundi et au cours du weekend avec des pays et organisations clés les appelant à soutenir davantage les pays affectés par l'épidémie, a indiqué lundi son porte-parole lors d'un point de presse.

M. Ban a ainsi parlé au téléphone avec le Premier ministre du Royaume-Uni, David Cameron, le Président français François Hollande, le Président cubain Raul Castro ainsi que le Président du Conseil européen, Herman Van Rompuy.

Il a aussi discuté au téléphone avec la présidente internationale de Médecins sans Frontières, Joanne Liu, remerciant l'ONG pour son travail et discutant avec elle comment la communauté internationale peut accroître ses efforts en Afrique de l'Ouest.

L'Iraq et la Syrie sont les priorités du nouveau chef des droits de l'homme de l'ONU

8 septembre - Le nouveau Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté lundi la communauté internationale à mettre fin aux conflits en Iraq et en Syrie, qui sont « de plus en plus imbriqués », et a accusé l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) d'essayer de créer une « maison sanglante. »

M. Zeid a dénoncé l'idéologie de l'EIIL qu'il a qualifiée « d'extrêmement bornée et inflexible » et a accusé les combattants de ce groupe, qu'il a appelés « tafkiris », de vouloir annihiler les musulmans, les chrétiens, les juifs et le reste de l'humanité qui croit différemment d'eux.

Les tafkiris sont des extrémistes islamistes adeptes d'une idéologie violente qui considèrent les musulmans ne partageant pas leur point de vue comme étant des apostats, donc des cibles légitimes pour leurs attaques.

« Est-ce qu'ils croient agir avec courage? Massacrant de manière barbare des otages? Quelle vertu montrent-ils exactement? » a déclaré M. Zeid dans son premier discours à Genève devant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies depuis sa prise de fonctions le 1er septembre.

« Ils montrent à quoi ressemblerait un Etat takfiri, si ce mouvement essayait de gouverner à l'avenir », a-t-il poursuivi. « Ce serait une maison sanglante, dure, abusive, qui n'offrirait aucune protection à ceux qui ne sont pas takfiris. »

L'EIIL a montré « un mépris absolu et délibéré des droits humains », a déclaré M. Zeid, estimant que le degré de violence de l'EIIL était « sans précédent ».

Il a appelé l'Iraq, qui est dirigée par le nouveau Premier ministre Haider al-Abadi, à adhérer au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) pour assurer que les responsables des crimes commis soient poursuivis.

« Des efforts spécifiques sont nécessaires de toute urgence pour protéger les groupes religieux et ethniques, les enfants, qui sont menacés de recrutement forcé et de violence sexuelle, et les femmes, qui sont la cible de sévères restrictions », a déclaré

M. Zeid.

Selon le Haut-Commissaire, le conflit israélo-palestinien est un autre exemple de la nécessité de mettre fin aux discriminations et à l'impunité.

Il a noté que le récent conflit armé avait eu des conséquences particulièrement dévastatrices en termes de morts, de souffrances et de destructions, et avait aggravé une situation déjà précaire en raison du blocus imposé par Israël depuis sept ans.

Le chef des droits de l'homme s'adressait à l'ouverture de la 27e session du Conseil des droits de l'homme, qui se poursuivra jusqu'au 26 septembre. Cette session inclura la présentation de rapports par les 19 experts des droits de l'homme sur différents thèmes et sur la situation dans plusieurs pays, dont la République centrafricaine, le Soudan du Sud, le Soudan et la Syrie, et des mises à jour sur la situation à Gaza, en Iraq et au Sri Lanka.

L'ONU rappelle que les enfants sont les principales victimes des conflits

8 septembre - Lors d'une réunion lundi au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, Leila Zerrougui, a souligné que les progrès réalisés pour mieux protéger les enfants dans le monde ont été éclipsés par de nouvelles crises.

« Nous savons que jusqu'à 700 enfants ont été tués ou mutilés en Iraq depuis le début de l'année, y compris dans le cadre d'exécutions sommaires », a affirmé Mme Zerrougui en exprimant sa consternation concernant le mépris total de la vie humaine dont fait preuve le groupe armé l'Etat islamique en Iraq et au Levant (EIIL).

L'EIIL cible des minorités, dont des enfants et des femmes, dans la zone qu'il contrôle en Syrie et en Iraq. Le groupe a chargé des garçons, dont les plus jeunes ont 13 ans, de porter des armes, de garder des lieux stratégiques ou d'arrêter des civils. D'autres enfants sont utilisés pour des attentats-suicides.

Au Nigéria, le groupe islamiste Boko Haram a tué ou mutilé des enfants et attaqué des écoles ou des hôpitaux. Les attaques de Boko Haram ont provoqué la mort de 100 écoliers et 70 professeurs en 2013.

« L'enlèvement des filles de Chibok, en avril dernier, a horrifié le monde entier », a souligné la Représentante spéciale en rappelant que plus de 200 filles sont toujours aux mains du groupe islamiste.

Mme Zerrougui s'est déclarée « horrifiée » par le fait que, depuis le début du mois de juillet, plus de 500 enfants palestiniens ont été tués et au moins 3106 blessés ou mutilés par les forces israéliennes à Gaza, les deux tiers d'entre eux ayant moins de 12 ans. Au moins de 244 écoles, dont 75 gérées par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ont été frappées par des tirs de l'armée israélienne.

« Il faut mener une enquête approfondie sur ce qui s'est déroulé à Gaza et assurer que les auteurs de violations de toutes les parties au conflit rendent des comptes », a souligné Mme Zerrougui. « La lutte contre l'impunité reste un aspect clef de nos efforts, non seulement pour ce qui est de réagir, mais aussi pour prévenir de graves violations à l'encontre des enfants ».

La Représentante spéciale a indiqué que les enfants ont également été victimes de violations graves en Libye, en Afghanistan, en République centrafricaine, au Mali et au Soudan du Sud.

La campagne « Des enfants, pas des soldats », lancée avec l'UNICEF il y a six mois, a reçu un appui sans précédent, s'est félicitée Mme Zerrougui. Dans cet esprit, elle salué les efforts concluants du Tchad pour mettre fin au recrutement d'enfants soldats.

De son côté, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a rappelé que la protection

des civils et, en particulier celle des enfants, était au cœur des mandats des opérations de maintien de la paix et que la communauté internationale devait agir de manière plus responsable et mettre fin aux souffrances des garçons et des filles dans les conflits armés.

M. Ladsous a souligné que le Département des opérations de maintien de la paix entendait établir des partenariats avec les pays où sont déployées des opérations de maintien de la paix, afin de permettre à ces États de pouvoir assurer leurs responsabilités en matière de protection des enfants.

« Le Département des opérations de maintien de la paix est déterminé à agir dans une optique de responsabilité et de partenariat », a déclaré le Secrétaire général adjoint en expliquant qu'il fallait montrer l'exemple et faire des enfants une priorité.

De son côté, l'Envoyé spécial de l'UNESCO pour la paix et la réconciliation, l'acteur américain Forest Whitaker, a exprimé sa préoccupation concernant la situation au Soudan du Sud où des milliers de personnes ont trouvé refuge dans les sites de protection de l'ONU à travers le pays. Neuf mois après le début du conflit, beaucoup d'entre elles ne veulent toujours pas rentrer chez elles ou ne savent pas si elles devraient le faire. La ville de Bentiu, dans le nord a été désertée.

M. Whitaker a expliqué que le conflit a des conséquences désastreuses sur les enfants, certains d'entre eux ayant les cheveux rouges à cause de la malnutrition. Des milliers d'écoles sont fermées et transformées en camps militaires, des milliers de jeunes ne reçoivent plus d'éducation, a-t-il dit.

Depuis le lancement de la campagne « Des enfants, pas des soldats », des développements positifs ont été observés, a reconnu M. Whitaker en prenant l'exemple du Tchad et celui du Myanmar qui a libéré une centaine d'enfants.

« L'aide aux gouvernements pour mettre fin à cette situation est une première étape. Nous devons allouer des ressources adéquates pour prendre en soin des enfants lorsqu'ils ont été sortis de la guerre. Nous pouvons sortir les enfants de la guerre mais il faut faire plus pour qu'ils réintègrent la société, aillent à l'école, apprennent un métier utile », a déclaré l'Envoyé spécial.

L'alphabétisation est un accélérateur de développement durable – UNESCO

Au Kenya, une fillette Masaï lit un texte sur son téléphone portable. Photo Worldreader

8 septembre - A l'occasion de la Journée internationale l'alphabétisation qui est célébrée le 8 septembre, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a appelé tous les Etats à redoubler d'efforts pour que l'alphabétisation soit pleinement reconnue comme l'un des plus puissants accélérateurs de développement durable.

« Cette journée internationale, consacrée cette année au lien entre l'alphabétisation et le développement durable, est une occasion de rappeler cette simple vérité: l'alphabétisation change la vie et même davantage, elle en sauve », a dit Mme Bokova dans un message à l'occasion de cette journée.

« L'alphabétisation permet de réduire la pauvreté, de trouver un emploi, d'obtenir un meilleur salaire. Elle est l'un des moyens les plus efficaces d'améliorer la santé des mères et des enfants, de comprendre les prescriptions des médecins ou d'accéder aux soins. Plus de 2 millions d'enfants de moins de 5 ans ont eu la vie sauve entre 1990 et 2009 grâce aux progrès de l'éducation des femmes en âge de procréer. L'alphabétisation facilite l'accès à la connaissance et enclenche un processus d'autonomisation et de confiance en soi qui profite à tout le monde », a-t-elle ajouté.

Aujourd'hui 781 millions d'adultes dans le monde ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Deux tiers d'entre eux sont des femmes. Plus de 250 millions d'enfants sont incapables de déchiffrer une seule phrase, bien que la moitié d'entre eux ait passé 4 ans à l'école, rappelle l'UNESCO.

« Pour réussir, nous devons aussi modifier l'approche traditionnelle des programmes d'alphabétisation et y englober, au-delà de la lecture et de l'écriture au sens strict, des compétences plus larges sur la consommation et les modes de vie durables, la

protection de la biodiversité, la réduction de la pauvreté, la réduction des risques de catastrophe, la participation civique », a dit Mme Bokova.

Selon elle, les nouvelles technologies, notamment les téléphones mobiles, offrent de nouvelles possibilités d'alphabétisation pour tous. « Nous devons y investir davantage et j'appelle en ce jour tous les Etats et tous nos partenaires à redoubler d'efforts – politiques et financiers – pour que l'alphabétisation soit pleinement reconnue comme l'un des plus puissants accélérateurs de développement durable. L'avenir que nous voulons commence avec l'alphabet », a-t-elle ajouté.

Ukraine : une paix durable n'est possible que si l'intégrité territoriale est respectée - ONU

8 septembre - Alors qu'un cessez-le-feu en Ukraine a été conclu la semaine dernière, le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux droits de l'homme, Ivan Simonovic, a rappelé lundi qu'une paix durable dans l'Est du pays n'est possible que si elle est fondée sur un règlement politique respectant l'intégrité territoriale.

« Les discussions actuelles au plus haut niveau sur le cessez-le-feu sont encourageantes », a dit M. Simonovic dans un discours lors d'une réunion spéciale de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) consacrée à l'Ukraine à Vienne.

« Toutefois, une paix durable dans l'Est de l'Ukraine ne peut être fondée que sur un règlement politique qui respecte l'intégrité territoriale du pays et garantit les droits de l'homme pour tous, y compris le plein respect de la langue et des autres droits des minorités ethniques », a-t-il ajouté.

M. Simonovic a appelé l'OSCE a utilisé son mandat pour arriver, aux côtés de l'ONU, à un tel résultat dès que possible. « Il faut épargner à l'Ukraine un hiver d'horreurs ! », a-t-il dit.

Le Sous-Secrétaire général a rappelé qu'une solution militaire ne peut pas régler les problèmes dans l'Est de l'Ukraine.

« Alors que le côté ukrainien s'est renforcé, grâce à la mobilisation et à une meilleure organisation, l'autre côté a réagi par un déploiement accru de nouveaux combattants et par davantage d'armes sophistiquées, qui viendraient de l'extérieur du pays. Chaque changement dans l'équilibre des forces entraîne un coût plus élevé pour la population civile », a souligné M. Simonovic.

« Le prix de l'escalade des hostilités est payé par tous les Ukrainiens, quelles que soient leur appartenance ethnique ou leur affiliation politique », a-t-il ajouté.

Selon lui, les dégâts causés aux infrastructures, y compris les habitations, les écoles, les magasins, les usines et les mines, par les bombardements, et le sabotage des routes, des voies ferrées et des ponts auront des répercussions de long terme sur le relèvement de l'Est de l'Ukraine et de l'ensemble du pays.

« Le conflit draine des ressources qui pourraient être utilisées autrement pour des réformes nécessaires et une meilleure qualité de vie pour tous les Ukrainiens », a-t-il souligné.

De son côté, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman, a aussi déclaré que l'ONU était encouragée par l'accord de cessez-le-feu de vendredi. "Nous espérons que cela soit suivi par une mise en œuvre complète. Nous applaudissons le rôle de l'OSCE dans l'obtention de cet accord", a-t-il dit devant le conseil permanent de l'OSCE réuni à Vienne.

Le Conseil de sécurité affirme sa détermination à vaincre l'Etat islamique

6 septembre - Le Conseil de sécurité à fermement condamné samedi le meurtre "odieux et lâche" du journaliste israélo-américain, Steven Sotloff, par l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) et affirmé sa détermination à vaincre ce groupe extrémiste.

"Ce crime rappelle une fois encore les dangers croissants auxquels les journalistes sont confrontés chaque jour en Syrie. Il montre aussi une nouvelle fois la brutalité de l'EIIL qui est responsable de milliers d'abus contre les Syriens et les Iraquiens", ont dit les membres du Conseil dans un communiqué de presse.

Ils ont exprimé leur profonde sympathie et présenté leurs condoléances à la famille de la victime, aux gouvernements des Etats-Unis et d'Israël, ainsi qu'aux familles de toutes les victimes de l'EIIL.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné une nouvelle fois "qu'il fallait vaincre l'EIIL et que les actes répétés de barbarisme commis par l'EIIL ne les intimidaient pas" mais au contraire renforçaient leur résolution à mettre en place un effort commun au niveau des gouvernements et des institutions pour lutter contre l'EIIL, le Front Al-Nosra et tous les autres groupes associés à Al-Qaïda.

Les membres du Conseil ont rappelé que les journalistes et les professionnels des médias travaillant dans des zones de conflit armés sont généralement considérés comme des civils et devaient être respectés et protégés comme tels.

Ils ont appelé à la libération immédiate et sans conditions de tous ceux qui sont retenus en otages par l'EIIL, Al-Nosra et d'autres groupes associés à Al-Qaïda.

Mali : le Conseil de sécurité salue la libération de deux otages algériens

Des habitants de la ville de Kidal, au Mali (photo archives 2013) Photo ONU/Mark Garten

6 septembre - Le Conseil de sécurité a salué samedi la libération, le 30 août 2014 à Gao, au Mali, de deux diplomates algériens qui étaient retenus en otages par le Mouvement pour l'Unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) depuis avril 2012.

Dans une déclaration à la presse, les membres du Conseil ont également fermement condamné l'assassinat d'un autre diplomate algérien et exprimé leur profond regret concernant la mort en captivité du consul algérien. Ils ont présenté leurs plus sincères condoléances aux familles des deux victimes ainsi qu'au gouvernement d'Algérie.

Les membres du Conseil "ont souligné que les responsables de ces enlèvements et de ces meurtres devraient rendre des comptes. Ils ont appelé le gouvernement du Mali à enquêter rapidement sur ces incidents et à traduire les auteurs en justice.

Les membres du Conseil de sécurité ont rappelé que, selon la résolution du Conseil de sécurité 2133 (2014), tous les Etats membres doivent éviter que les terroristes bénéficient directement ou indirectement du paiement de rançons ou de concessions politiques et qu'ils doivent garantir la libération des otages sains et saufs. Ils ont réitéré leur appel à la libération immédiate et sans conditions de tous les otages.

L'Envoyé pour la Syrie en visite mardi à Damas pour des consultations

8 septembre - L'Envoyé pour la Syrie, Staffan de Mistura, et son adjoint Ramzy Ezzedine Ramzy, qui ont pris leurs fonctions au début de ce mois, se rendront à Damas, en Syrie, pour des consultations avec des responsables syriens à partir de mardi, a indiqué lundi le porte-parole du Secrétaire général.

« A la suite de cette première visite en Syrie, ils entameront une première tournée dans les pays de la région et dans d'autres capitales au cours du mois d'octobre et après la conclusion du débat de haut niveau de l'Assemblée générale » des Nations Unies, a ajouté ce porte-parole, Stéphane Dujarric, dans une note à la presse.

M. Mistura remplace Lakhdar Brahimi, qui a démissionné en mai du poste de Représentant spécial conjoint pour la Syrie. Il a une longue expérience de diplomate et a notamment été à la tête des Missions de l'ONU en Iraq et en Afghanistan.